

Séance ordinaire du mardi 11 octobre 2022

Extrait du registre des
délibérations du Conseil
municipal de la Ville de
Montpellier

L'an deux-mille-vingt-deux et le onze octobre, les membres du Conseil municipal, légalement convoqués, se sont assemblés au lieu ordinaire des séances, Salle du Conseil, sous la présidence de Monsieur le Maire, Michaël DELAFOSSE.

Nombre de membres en exercice : 65

Jeunesse

Présents :

Georges ARDISSON, Eddine ARIZTEGUI, Christian ASSAF, Yves BARRAL, Boris BELLANGER, Véronique BRUNET, Elodie BRUN-MANDON, Emilie CABELLO, Michel CALVO, Roger-Yannick CHARTIER, Sébastien COTE, Michaël DELAFOSSE, Jean-Dominique DELAVEAU, Fanny DOMBRE-COSTE, Alenka DOULAIN, Caroline DUFOIX, Abdi EL KANDOUSSI, Maryse FAYE, Julie FRÊCHE, Serge GUISEPPIN, Mylvia HOUGUET, Salim JAWHARI, Flora LABOURIER, Mustapha LAOUKIRI, Mustapha MAJDOUL, Sophiane MANSOURIA, Nicole MARIN-KHOURY, Isabelle MARSALA, Hervé MARTIN, Marie MASSART, Laurent NISON, Yvan NOSBE, Bruno PATERNOT, Manu REYNAUD, Agnès ROBIN, Séverine SAINT-MARTIN, Agnès SAURAT, Philippe SAUREL, Mikel SEBLIN, Célia SERRANO, Radia TIKOUK, Bernard TRAVIER, François VASQUEZ, Annie YAGUE, Alban ZANCHIELLO.

Absents ayant voté par procuration en application de l'article L 2121-20 du Code général des collectivités territoriales :

Taslime AKBARALY ayant donné pouvoir à Mylvia HOUGUET, Nadia AKIL ayant donné pouvoir à Yves BARRAL, Mohed ALTRAD ayant donné pouvoir à Serge GUISEPPIN, Christophe BOURDIN ayant donné pouvoir à Agnès ROBIN, Françoise BOUTET-WAISS ayant donné pouvoir à Nicole MARIN-KHOURY, Mickaël DIORE ayant donné pouvoir à Roger-Yannick CHARTIER, Hind EMAD ayant donné pouvoir à Fanny DOMBRE-COSTE, Clare HART ayant donné pouvoir à Maryse FAYE, Stéphanie JANNIN ayant donné pouvoir à Mustapha MAJDOUL, Stéphane JOUAULT ayant donné pouvoir à Marie MASSART, Coralie MANTION ayant donné pouvoir à François VASQUEZ, Patricia MIRALLES ayant donné pouvoir à Annie YAGUE, Clothilde OLLIER ayant donné pouvoir à Alenka DOULAIN, Catherine RIBOT ayant donné pouvoir à Bruno PATERNOT, Joëlle URBANI ayant donné pouvoir à Isabelle MARSALA.

Absents / Excusés :

Luc ALBERNHE, Michel ASLANIAN, Clara GIMENEZ, Fatma NAKIB, Jacques DOMERGUE.

Engagement de la collectivité en faveur de l'insertion des jeunes - Accueil de services civiques - Attribution de subvention - Approbation - Autorisation de signature

Madame Véronique BRUNET, Adjointe au Maire, rapporte :

Au travers d'une nouvelle feuille de route en faveur de la jeunesse, la Ville de Montpellier souhaite mieux répondre aux besoins des jeunes, en complémentarité avec les acteurs institutionnels et associatifs.

Articulée autour d'axes stratégiques, la stratégie engagée porte pour ambition de générer, localement, des synergies, favoriser la fluidité des parcours d'insertion des jeunes et enfin les accompagner comme futurs citoyens, ayant une place particulière à jouer dans la construction du monde de demain.

Les priorités sont donc :

1. Assurer une bonne coordination locale des acteurs de la jeunesse et mobiliser l'ensemble des politiques publiques municipales et métropolitaine pour répondre aux besoins des jeunes ;
2. Renforcer l'espace Montpellier jeunesse comme une interface de réponse aux besoins d'information et d'orientation des jeunes ;
3. Développer des réponses aux besoins en matière de santé, logement, et insertion des jeunes ;
4. Renforcer l'accès à la culture, au sport, aux loisirs et la citoyenneté des jeunes.

La question de l'insertion des jeunes est, sur le plan national comme local, une préoccupation majeure qui doit emporter la mobilisation de tous les acteurs, quelques indicateurs clés le démontrent :

- Montpellier est une ville jeune : la part des jeunes dans sa population est trois fois plus élevée qu'en France métropolitaine. Ils sont au total presque 50 000 jeunes entre 18 et 24 ans, et presque 8000 jeunes de 15-17 ans ;
- La précarité touche particulièrement les jeunes : 37% des moins de 30 ans vivent en dessous du seuil de pauvreté ;
- La déscolarisation et l'insertion avec par exemple un taux de chômage des jeunes qui peut atteindre 50% dans certains quartiers.

Aussi, la Ville de Montpellier souhaite pouvoir s'engager, dans une logique d'exemplarité, en faveur de l'insertion des jeunes, d'accompagnement de leurs parcours vers l'emploi. Cette dynamique passe notamment par l'accueil, dans les administrations de la Ville et Métropole, de jeunes en mission de service civique.

Le service civique permet à des jeunes de 16 à 25 ans de s'engager pour une durée de 6 à 12 mois afin d'assurer des missions d'intérêt général. Sans condition de diplôme, ce type de mission permet aux jeunes, de tous horizons, de défendre des valeurs, d'acquérir des compétences nouvelles, et améliorer leur connaissance du monde du travail et leur réseau. Ces missions sont rémunérées (par l'Etat ainsi qu'une partie par l'entité d'accueil de la mission) et font l'objet d'un accompagnement pour garantir la bonne intégration du jeune ainsi que son évolution (formation).

Forte de cette nouvelle ambition, l'administration municipale constituera un terrain d'accueil favorable pour découvrir des missions d'intérêt général, renforcer la proximité avec les usagers et les citoyens et porter des enjeux transversaux et citoyens.

La Ville s'appuiera sur un double partenariat pour porter des engagements forts pour les jeunes :

- En partenariat avec la mission locale, ce sont 30 missions de service civique qui seront proposées durant l'année scolaire 2022-2023 ;
- En partenariat avec l'association UNISCITE la Ville accueillera deux équipes de 8 jeunes chacune pour déployer des missions transversales d'intérêt général (environnement, accès à la culture, participation des jeunes). Une convention de partenariat est proposée à ce titre.

Cet engagement est par ailleurs porté aussi par les partenaires de premier niveau, notamment ALTEMED et le CCAS. Au total les administrations (Ville/Métropole et satellites) accueilleront près de 70 jeunes. La Ville veillera à animer un collectif de ces services civiques, pour leur permettre d'échanger sur leurs expériences, et les accompagner dans leur parcours.

En conséquence, il est proposé de valider le projet de convention qui permettra d'accueillir deux équipes de 8 jeunes en service civique et construire un accompagnement coordonné entre le service jeunesse et l'association UNISCITE.

« JEUNESSE »					
Code Asso	Nom de la Structure	N° de dossier	Type de demande	Titre du Projet	Montant attribué
6336	Unis Cité	000380	Projet	UNIS CITE - Pour un service civique dédié à la Ville de Montpellier Le projet visa à construire et déployer sur la Ville de Montpellier plusieurs missions de service civique.	28 000 €
TOTAL					28 000 €

Attribution d'une subvention complémentaire en 2023 sous réserve d'une inscription budgétaire au budget primitif 2023.

En conséquence, il est proposé au Conseil municipal :

- De décider de l'affectation de la subvention, sous réserves de signature de la convention d'attribution ;
- D'approuver les termes de la convention ;
- De dire que les crédits sont inscrits au budget de la Ville de Montpellier ;
- D'autoriser Monsieur le Maire, ou son représentant, à signer la convention ainsi que tout document relatif à cette affaire.

A l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à l'unanimité des voix exprimées.

Pour : 59 voix

Contre : 0 voix

Abstention : 0 voix

Ne prend pas part au vote : 1 voix

Mme Elodie BRUN-MANDON.

**Fait à Montpellier, le 19 octobre
2022**

**Pour extrait conforme,
Monsieur le Maire**

Signé.

Michaël DELAFOSSE

Publiée le : 20 octobre 2022

Liste des annexes transmises en Préfecture :

- JEUNESSE VIE ETUDIANTE - P 2022 maintien reconduct ou baisse.pdf

Accusé de réception – Ministère de l'intérieur
034-213401722-20221011-205613-DE-1-1
Acte Certifié exécutoire
Envoi en Préfecture : 20/10/22
Réception en Préfecture : 20/10/22

Monsieur le Maire certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe qu'il peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Maire ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.